

# UTILISER LA RECHERCHE-ACTION POUR AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LES DROITS FONCIERS

des collectivités, des femmes et des groupes vulnérables

Photo: Petterik Wiggers / Panos Pictures



## Pourquoi le CRDI soutient-il la recherche sur les droits fonciers et la gouvernance ?

La flambée des prix des produits de base en 2009 a grandement attisé l'intérêt des gens d'affaires et des investisseurs des multinationales et des élites nationales pour les terres rurales des pays du Sud, et plus particulièrement en Afrique. Les gouvernements nationaux ont également appuyé la foresterie, les mines, les projets pétroliers et l'agriculture à grande échelle pour favoriser la croissance et le développement de leurs pays.

Bien que les récents travaux de recherche (Cotula et Berger, 2017) laissent entendre que cette frénésie pour l'aménagement du territoire s'est quelque peu calmée depuis la chute des prix des produits de base au début de la présente décennie; certaines populations locales commencent à peine à sentir les effets associés aux investissements antérieurs. Les changements apportés aux cadres politiques pour stimuler les investissements dans les terres et les ressources naturelles avaient contribué à alimenter la précédente ruée vers les terres et ils sont toujours en vigueur aujourd'hui. On s'attend, assez rapidement, à voir une remontée de la demande de terres rurales, et les populations locales devront se préparer à affronter une nouvelle vague de pressions sociales, économiques et environnementales.

Même lorsque les collectivités voient l'investissement étranger d'un bon oeil, elles peuvent s'exposer à un certain nombre de risques susceptibles de les déstabiliser, tels que :

- l'expropriation;
- l'accès réduit, limité ou nul aux terres;
- la perte de moyens de subsistance et du patrimoine culturel;
- l'augmentation des conflits provoqués par la concurrence pour les terres

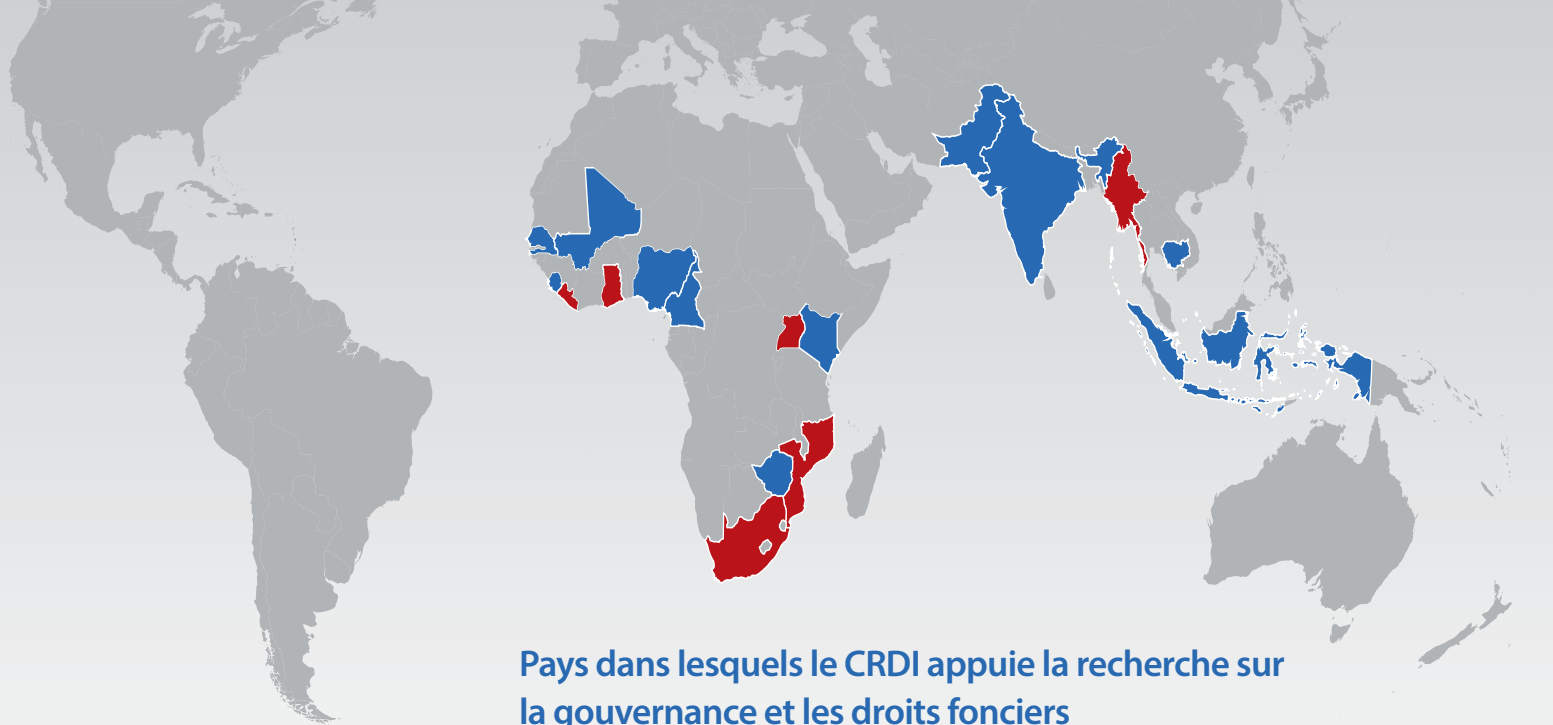
Face à ces types de risques, de nombreuses collectivités ignorent leurs droits individuels, elles sont exclues des processus de concession des terres, ou elles ont peu de pouvoir pour exiger une indemnisation équitable. Cela est particulièrement vrai pour les collectivités qui gèrent l'utilisation des terres et l'attribution des titres de propriété selon le droit coutumier et qui sont établies sur des terres pour lesquelles elles ne possèdent aucun titre de propriété officiel. Les droits relatifs aux ressources naturelles et les droits fonciers qui ne sont pas protégés sont à l'origine de bon nombre de répercussions néfastes de l'acquisition des terres à grande échelle. Les femmes, les jeunes, les groupes autochtones et les membres les plus pauvres de la collectivité sont les personnes qui en sont le plus affectées.

Il est important pour les organismes de développement comme le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) de faire la lumière sur ces questions et d'alléger ainsi le fardeau des femmes et des groupes vulnérables en ce qui concerne leurs droits insuffisants, leur exclusion et leur faible participation dans la prise des décisions. Certaines de ces questions portent sur la protection des droits fonciers de ceux qui y vivent et de ceux qui en vivent, en particulier les petits exploitants agricoles, les Autochtones et les cultivateurs sans terre, la propriété coutumière et les restrictions inhérentes à ces règles, le droit à une indemnisation équitable pour les membres exclus des collectivités, le lien intrinsèque des peuples autochtones avec leurs terres, leurs territoires et leurs ressources naturelles et les formes de droits fonciers communautaires et de droits fonciers coutumiers visant à régler les conflits fonciers.

Même dans un contexte de lois progressistes, la non-conformité et la mauvaise gouvernance liées aux transactions foncières sont encore très répandues. Ces problèmes ont permis d'explorer de nouvelles possibilités de rendre les processus d'acquisition de terres plus transparents et équitables.



Photo: IDRC / Sven Torfinn



## Pays dans lesquels le CRDI appuie la recherche sur la gouvernance et les droits fonciers

- 11 Pays dans lesquels des travaux de recherche sont en cours (2017-2020)
- 6 Pays cibles des recherches antérieures (2013-2017)

### Notre programme de recherche-action

Depuis 2013, le CRDI soutient des projets de recherche-action sur les droits fonciers en Afrique subsaharienne et en Asie. Ces projets visaient à trouver des solutions permettant aux collectivités, aux femmes et aux groupes vulnérables de revendiquer leurs droits fonciers, de gérer leurs terres et leurs ressources naturelles, de négocier des ententes équitables, et de remettre en question les politiques, les lois et les décisions injustes.

Lancée en 2017, la nouvelle série de projets s'inspire des travaux antérieurs pour recueillir un plus grand nombre de données probantes sur les deux fronts. Ces projets visent à :

- déterminer ce qui fonctionne pour protéger les collectivités, les femmes et les groupes vulnérables dans un contexte d'acquisitions à grande échelle ou de menaces sur les terres communales;
- contribuer à rendre les politiques et les lois foncières régionales et nationales plus justes.

**En Afrique :** Une première série de projets, dirigés par des organisations locales, est en cours au Cameroun, au Kenya, au Mali, au Nigeria, au Sénégal et en Sierra Leone, et des efforts sont déployés au Zimbabwe.

**En Asie :** De nouveaux projets sont en train de voir le jour au Pakistan, en Indonésie, en Inde et au Cambodge.

Les projets sur les droits fonciers soutenus par le CRDI sont tous participatifs et orientés vers l'action, avec un fort accent sur le partenariat avec les collectivités affectées et la co-conception des stratégies de recherche et de mobilisation. Plusieurs équipes de recherche s'appuient sur le soutien d'organisations non gouvernementales internationales, en tant que membres principaux de l'équipe. Toutes les équipes de recherche du CRDI poursuivent un objectif commun : travailler avec les collectivités pour assurer leur pleine participation en tant qu'agents de changement dans le processus de recherche.

La dimension « action » des projets de recherche de nos partenaires consiste principalement à tester des stratégies qui soutiennent et renforcent les droits fonciers, la gouvernance, les lois et les politiques. En Asie, on met de plus en plus l'accent sur les indemnités. De différentes façons, et dans le but de déterminer les stratégies efficaces, tous les acteurs des projets se sont appuyés sur trois questions pour guider leurs efforts de recherche.

**Question 1 :** Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour aider les collectivités, les femmes et les groupes vulnérables à revendiquer et à protéger leurs droits fonciers, à gérer les ressources naturelles communautaires, et à résoudre les conflits territoriaux, y compris les fossés intergénérationnels ? Cette question porte principalement sur la dynamique interne des collectivités et dans cette optique, sur la façon d'assurer la sécurité, la paix et la bonne gestion des droits fonciers et des ressources naturelles.

**Question 2 :** Quelles sont les stratégies relatives aux politiques, à l'autonomisation juridique et à la justice coutumière qui aident les collectivités, les femmes et les groupes vulnérables à protéger leurs droits en ce qui concerne les politiques foncières et les processus d'acquisition de terres à l'échelle locale et nationale ?

Cette question met l'accent sur la dynamique avec les acteurs externes et sur les façons de permettre aux collectivités, aux femmes et aux groupes vulnérables de négocier efficacement des transactions justes et d'exiger une indemnisation équitable, et de remettre en question les politiques, les lois et les décisions injustes en ce qui a trait aux acquisitions foncières.

**Question 3 :** Quelles sont les stratégies précises qui visent à renforcer les droits fonciers des femmes et à leur permettre de participer aux processus de prise de décisions à l'échelle communautaire et nationale ? Cette question fondamentale reflète l'engagement pris par les projets d'encourager les femmes et les organismes à s'exprimer sur les questions foncières. (Se reporter à la section consacrée aux Droits fonciers des femmes et questions de sexospécificité à la page 7)



## Le changement auquel nous aspirons

Tous les travaux de recherche du CRDI sur les droits fonciers partent de l'hypothèse commune que les collectivités et les acteurs locaux les plus directement affectés par les droits fonciers et les défis de la gouvernance sont les mieux placés pour plaider en faveur d'un changement positif.

Les équipes de recherche développent des approches uniques qui ciblent les besoins propres à chaque pays et à chaque communauté. Par la même occasion, les projets ont en commun des éléments essentiels propres à différents contextes en ce qui concerne les approches et les résultats en lien avec les problèmes de gouvernance et de droits fonciers. Ensemble, ces méthodes constituent une théorie commune du changement.

Cette approche s'appuie essentiellement sur le fait que des changements doivent se produire à la fois au niveau national et au niveau de la collectivité. Pour l'essentiel, les équipes de recherche doivent cibler ces deux niveaux en même temps, en fonction du contexte.

Voici les résultats préliminaires à l'échelle de la communauté sur lesquels tablent les équipes de recherche du CRDI :

- Les collectivités participent aux processus de prise de décisions liées aux investissements fonciers et les remettent en question, et entreprennent une action et un dialogue collectifs.
- Les collectivités élaborent des règles pour gérer les terres et les ressources et résoudre les différends par des moyens qui sont légitimes, inclusifs et équitables à l'égard des femmes et des groupes vulnérables.
- Les femmes réussissent à mieux protéger leurs droits fonciers, y compris grâce à l'élaboration de stratégies pour contester, repousser et négocier des accords plus équitables avec les investisseurs et au sein de leurs collectivités.
- Les collectivités négocient de meilleures transactions avec les investisseurs.

À l'échelle nationale, les équipes de recherche soutenues par le CRDI cherchent à contribuer à des processus de réforme des politiques et des droits fonciers nationaux qui reflètent les solutions aux problèmes de gouvernance des droits fonciers auxquels sont confrontés les collectivités, les femmes et les groupes vulnérables sur le terrain. Certaines équipes de recherche du CRDI souhaitent procéder à des réformes des politiques et des lois nationales, notamment à une amélioration des normes et des procédures pour :

- délimiter les terres communautaires;
- impliquer la collectivité dans les investissements fonciers;
- mettre en place des structures communautaires de gestion foncière;
- aider les collectivités à établir des règlements communautaires d'exploitation des ressources naturelles;
- négocier des indemnités plus justes en cas de pertes de terres ou de déplacements.

## Comment voyons-nous les changements s'opérer ?

Dans leur désir d'apporter des changements au niveau communautaire et national, les membres des projets de recherche sur les droits fonciers financés par le CRDI essaient de produire des données probantes sur ce qui donne des résultats.

Pour opérer des changements à l'échelle de la collectivité, les équipes de recherche :

- travaillent avec les collectivités pour officialiser de manière participative les règles et les limites des terres coutumières et traditionnelles;
- travaillent avec les collectivités pour garantir leurs droits fonciers et discuter ouvertement des droits fonciers et de la gouvernance;
- travaillent avec les collectivités pour les aider à faire face aux menaces extérieures et à modifier la dynamique interne du pouvoir afin de mieux protéger les groupes vulnérables et les femmes;
- soutiennent les collectivités à l'égard des processus de négociation de l'investissement foncier pour corriger les déséquilibres de pouvoir souvent plus marqués entre les collectivités et les investisseurs.

En participant aux réformes à l'échelle nationale, les équipes de recherche se basent directement sur les données probantes recueillies au cours de leur collaboration avec les collectivités touchées. En effet, de telles données probantes peuvent constituer un pont vital entre les collectivités et les décideurs politiques. Lorsqu'il est bien en place, les besoins et les valeurs des membres des collectivités arrivent aux oreilles des fonctionnaires, tant au niveau national qu'à celui des États.

L'approche du CRDI en matière d'appui aux partenaires de recherche est fondée sur le proverbe « l'union fait la force ». Le fait d'élargir le corpus de données probantes sur les solutions les plus efficaces avec des questions et des défis analogues permet de déterminer la manière dont les répercussions favorables peuvent être appliquées à grande échelle pour toucher de plus vastes groupes au sein de la population. Nous apportons également un soutien à la participation et à la mobilisation politiques stratégiques par les équipes de recherche en tant que groupe; leur mandat étant d'améliorer les politiques et les mesures prises à l'échelle régionale et mondiale.

Enfin, le CRDI reconnaît que les efforts déployés pour résoudre les problèmes fonciers et de gouvernance peuvent générer des tensions communes, y compris le besoin de contrebalancer ce qui suit :

- Droits collectifs par rapport aux droits individuels, en particulier lorsque les deux entrent en conflit.
- Déploiement d'efforts en faveur de la modification des politiques et des lois par opposition à une meilleure exécution des politiques et des lois en vigueur.
- Aide fournie aux collectivités, aux femmes et aux groupes vulnérables pour leur permettre de revendiquer et de protéger leurs droits fonciers et de gérer les ressources naturelles communautaires par la voie administrative, ou bien en optant pour des processus classiques de litige ou des campagnes médiatiques.

## Stratégies de recherche pour apporter des changements positifs

### 1) Techniciens juridiques communautaires

Les techniciens juridiques ou défenseurs des droits juridiques s'avèrent être des partenaires de choix pour aider les communautés à acquérir des droits fonciers et une gouvernance plus solides. Dans la plupart des cas, les techniciens juridiques offrent un soutien de première ligne lorsque très peu de services d'assistance juridique sont offerts et jouent un rôle pivot avec les institutions traditionnelles. Ils offrent un précieux soutien de terrain aux communautés pour régler les différends, effectuer un travail de mobilisation et de sensibilisation auprès des membres des collectivités concernant leurs droits ou leurs terres dans le cadre des négociations avec les investisseurs.

#### Cameroun et Sierra Leone

Les chercheurs expérimentent différentes formes de soutien parajuridique pour voir comment elles renforcent les capacités des collectivités à conclure des accords équitables avec les investisseurs. Par exemple, un projet mené au Cameroun a engagé un processus de dialogue entre la collectivité locale et les investisseurs. Donner aux collectivités les moyens d'utiliser et de reconnaître les règles coutumières d'occupation au profit de tous leurs membres, en particulier les femmes et les groupes vulnérables, constitue un domaine d'action central dans les deux pays.

#### Kenya et Sierra Leone

Les projets visent à comprendre la façon dont le soutien parajuridique et les stratégies connexes peuvent aider à surmonter les déséquilibres de pouvoir entre les collectivités et les investisseurs, au cours des négociations foncières. Ils cherchent aussi à déterminer le rôle que jouent les techniciens juridiques dans l'établissement des responsabilités des gouvernements quant au respect des conditions sociales et environnementales définies avant les investissements des entreprises.

#### Inde et Indonésie

Les techniciens juridiques communautaires travaillent avec les collectivités touchées pour enrichir leurs connaissances juridiques et les aider à signaler les violations réglementaires commises par les projets nuisibles à l'environnement. L'objectif est d'aider les collectivités à travailler avec les gouvernements sans crainte et en toute confiance, tout en faisant respecter les normes juridiques.

### 2) Droits fonciers communautaires et sécurité de l'occupation des terres

Les projets financés par le CRDI déploient des efforts pour renforcer les droits fonciers et abordent la gouvernance à l'échelle de la collectivité. Cette stratégie se distingue des approches courantes qui mettent l'accent sur les titres fonciers individuels ou par ménage. L'approche communautaire permet de faire le lien entre les questions des droits fonciers et les efforts déployés pour améliorer la gouvernance publique et communautaire. Il est ainsi possible de se concentrer sur les ressources communautaires et les déséquilibres de pouvoir au sein de la communauté causés par les intervenants extérieurs.

#### Sierra Leone, Kenya et Zimbabwe

Les équipes tentent d'analyser les obstacles institutionnels et administratifs pour officialiser la propriété foncière communautaire dans le but de faire évoluer les normes locales et la dynamique du pouvoir et ainsi permettre aux femmes de se faire entendre. En Sierra Leone et au Kenya, un modèle de protection foncière communautaire a été mis en place pour renforcer les règles et la gouvernance communautaires et faciliter la négociation d'accords équitables avec les investisseurs. Au Zimbabwe, les chercheurs travaillent directement avec les collectivités pour renforcer les réponses face aux risques potentiels de déplacement entraînés par les projets de développement.

#### Inde, Cambodge et Indonésie

Des chercheurs renforcent les capacités des collectivités à négocier de meilleures indemnisations face à l'érosion de la sécurité foncière et des droits sur les terres communautaires. Les équipes d'un projet en Papouasie, Indonésie, travaillent directement avec les populations autochtones pour protéger les communautés affectées contre l'expulsion des terres communales en raison des changements d'utilisation des terres induits par le gouvernement. En Inde, les chercheurs collaborent avec les communautés locales pour savoir à quoi correspond une indemnisation équitable pour les collectivités dans le cadre de l'acquisition de terres.

#### Cameroun, Mali et Nigeria

Dans différents contextes, les équipes examinent la façon dont les collectivités sont affectées par le chevauchement des processus d'acquisition des terres, ainsi que la manière dont elles peuvent faire face à ce défi. Cela englobe les problèmes fonciers qui dépassent ou incluent plusieurs types d'exploitation de ressources imbriqués (agriculture, exploitation minière, foresterie et eau). Par exemple, au Nigeria, les efforts seront axés sur la formation des collectivités afin qu'elles comprennent les institutions et les cadres réglementaires entrecroisés qui régissent leurs terres et leurs forêts.







Photo: Namati

### 3) Comités de défense communautaires sur les problèmes fonciers

Dans tous les pays, les équipes de recherche aident les populations à mettre en place des comités fonciers au niveau des villages, en vue de les sensibiliser à leurs droits et de favoriser une gouvernance inclusive et réactive des terres et des ressources connexes. De même, la question fondamentale qui se pose dans tous les pays est de savoir comment faire en sorte que les points de vue différents et parfois contradictoires de groupes au sein des communautés, à savoir les femmes, les jeunes, les groupes autochtones et les groupes vulnérables, soient entendus d'une manière juste et équitable, dans les processus de gouvernance et de droits fonciers.

#### Mali

Les efforts sont axés sur le renforcement des capacités des collectivités à donner effet aux nouveaux droits fonciers communautaires aux termes des récentes modifications de la loi sur l'agriculture.

#### Kenya et Sierra Leone

Les équipes sont en train de constituer des comités villageois et d'édicter des règlements communautaires pour gérer les terres communautaires et les ressources naturelles. Ces actions sont menées au moyen d'un modèle de protection foncière communautaire mis en place avec l'aide des techniciens juridiques.

#### Indonésie

En Papouasie, les équipes mettent au point des stratégies pour relier les membres des communautés autochtones entre eux, en particulier les femmes, ainsi qu'avec les institutions nationales et locales. Cela permettra à ces institutions de mieux répondre aux demandes de reddition de comptes et de justice pour l'acquisition de terres à grande échelle.

### 4) Dialogue politique au niveau national

Dans tous les pays, les équipes de projet travailleront avec les populations touchées pour établir des stratégies de sensibilisation aux défis locaux, afin de s'assurer que ceux-ci sont reflétés dans les politiques, lois et pratiques nationales. Dans cette optique, la reconnaissance des droits fonciers coutumiers et communautaires et l'harmonisation entre les systèmes fonciers formels et informels sont des sujets de préoccupation primordiale pour tous les pays.

#### Mali et Kenya

L'accent est placé sur l'aide aux communautés pour donner effet à la récente reconnaissance des droits fonciers communautaires dans la loi.

#### Cameroun, Nigeria et Sierra Leone

Les projets visent à déterminer comment le soutien parajuridique et les stratégies connexes peuvent aider à surmonter les déséquilibres de pouvoir entre les collectivités et les investisseurs, au cours des négociations foncières. Ils cherchent aussi à déterminer le rôle que jouent les techniciens juridiques dans l'établissement des responsabilités des gouvernements quant au respect des conditions sociales et environnementales définies avant les investissements des entreprises.

## **Mali, Nigeria, Sierra Leone et Zimbabwe**

Les projets examinent la façon dont les lois, les politiques et les réponses gouvernementales aux grandes acquisitions foncières ont facilité ou non l'application de règlements environnementaux.

## **Inde, Indonésie, Cambodge**

Des efforts sont faits pour intégrer dans la politique le modèle d'une indemnisation « juste » en contrepartie de l'acquisition de terres qui a été développé par les collectivités. Des consultations communautaires éclaireront les politiques régionales en matière d'indemnisation dans les zones rurales.

## **Pakistan**

La recherche-action communautaire à Karachi espère faire entendre la voix des citoyens expulsés auprès des décideurs, aux fins d'une indemnisation juste.

### **5) Normes internationales**

Les normes internationales et régionales ainsi que les processus politiques sont des outils clés développés par les équipes dans le cadre des campagnes nationales de sensibilisation et de mobilisation menées auprès des communautés pour renforcer leurs droits fonciers et la gouvernance des terres collectives.

## **Mali, Nigeria et Sénégal**

Les équipes s'appuieront sur les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT), reconnues à l'échelle internationale, en tant qu'outil et ensemble de normes pour encourager une plus grande responsabilisation des fonctionnaires. Les efforts supplémentaires viseront deux processus de politiques complémentaires existants au niveau de la CEDEAO : 1) les négociations en cours axées sur le développement de directives foncières sous-régionales de la CEDEAO basées sur le Cadre et les Lignes directrices de l'Initiative de politique foncière de l'Union africaine et 2) l'initiative Faim Zéro de la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest.

## **Droits fonciers des femmes et questions de sexospécificité**

Le CRDI s'emploie à appuyer la recherche transformatrice sous l'angle des sexospécificités. Tous les projets du CRDI portant sur les questions foncières intègrent des dimensions de sexospécificité claires et font des droits fonciers des femmes une priorité absolue.

D'importants progrès ont été constatés en matière de droits fonciers des femmes dans certains pays grâce à la reconnaissance accrue de ces droits dans les lois formelles. Toutefois, il existe encore d'énormes lacunes sur le plan des méthodes propices au renforcement des droits fonciers des femmes sur le terrain et sur la façon dont la mise en place de mesures plus strictes de protection des droits de propriété profite aux femmes au fil du temps.

Dans tous les pays, les équipes de recherche soutenues par le CRDI s'efforcent de permettre aux femmes de se mobiliser sur les politiques relatives aux droits fonciers des communautés concernées, de donner aux femmes les capacités de devenir des leaders qui font entendre leur voix au sein de leurs communautés et de promouvoir l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes comme l'approche la plus efficace pour bâtir un monde plus inclusif, plus pacifique et plus prospère.

Les femmes vivant dans les régions les plus pauvres du monde ne peuvent utiliser, posséder, contrôler et hériter de manière égalitaire des terres, ni même y accéder. Les lois et les politiques qui,

souvent, diluent ou nient les droits fonciers des femmes ne sont pas les seules à représenter des obstacles, et ce, même lorsque les lois protègent de tels droits. En effet, des flous juridiques, des lacunes dans la mise en œuvre et des pratiques discriminatoires fondées sur le sexe amoindrissent ces garanties officielles.

Les projets intègrent l'analyse des sexospécificités et la compréhension des différences de genre, tant dans les modèles que dans les activités de recherche. Cette approche consiste également à savoir comment faire participer au mieux les hommes – dans leurs différents rôles, en tant que conjoints, dirigeants communautaires et chefs de famille. Les équipes essaient de comprendre comment les normes sociales et traditionnelles peuvent soutenir le plus efficacement possible ces efforts. Comment renforcer les normes positives et atténuer les répercussions négatives des normes d'exclusion ? Quel est le lien entre les efforts déployés pour renforcer le leadership communautaire, le pouvoir de décision et les droits fonciers des femmes ?

## **Sénégal**

Les chercheurs expliqueront aux femmes les stratégies de négociation et de défense et les accompagneront, afin de trouver les mécanismes de soutien les plus adaptés pour favoriser l'action des femmes dans l'obtention d'accords fonciers justes et de leur donner droit à la parole. Cela s'applique surtout au niveau du leadership local et des commissions foncières. Un système de quotas pour la représentation des femmes dans les processus fonciers locaux sera un outil clé préconisé à cet égard.

## **Indonésie**

Les chercheurs travailleront avec les femmes autochtones en Papouasie pour renforcer leurs capacités à comprendre l'impact des acquisitions foncières à grande échelle, à élaborer des stratégies adaptées et à établir une relation avec les institutions pouvant les aider à recouvrer leurs droits.

## **Sierra Leone et Kenya**

Les équipes examinent la façon dont les méthodes visant à obtenir des titres fonciers communautaires – comme la rédaction de règlements administratifs pour gérer les terres communautaires et les ressources naturelles – peuvent remédier à l'exclusion potentielle des femmes et des minorités, et protéger les femmes et les groupes vulnérables au fur et à mesure que les pressions foncières augmentent.

## **Cameroun, Mali et Nigeria**

Les travaux de recherche se penchent sur les stratégies qui peuvent faciliter la participation équitable des femmes et des organisations de défense des droits des femmes dans les débats locaux et nationaux en matière de politique foncière.

## **Inde et Pakistan**

Les recherches des équipes indiennes visent à s'assurer que les points de vue des femmes sont pris en compte pour éclairer les débats nationaux sur les indemnisations inhérentes aux droits fonciers.

Au Pakistan, la recherche a pour but d'habiliter les femmes à négocier des conditions équitables d'indemnisation en cas de réinstallation à la suite d'une expulsion causée par l'expansion des zones urbaines.

## Résultats escomptés

Les projets de recherche-action sur les droits fonciers financés par le CRDI sont en bonne voie d'atteindre les objectifs suivants en soutien des communautés, des femmes et des groupes vulnérables.

1



### Droits fonciers communautaires et gouvernance

En Sierra Leone, 50 collectivités soutenues par des techniciens juridiques cherchent à protéger 100 000 ha de terres et les 97 500 membres concernés de la communauté.

Dans plus de 80 collectivités du Cameroun, du Kenya, du Mali, du Nigeria, du Sénégal et de la Sierra Leone, on constate une participation accrue et plus équitable des femmes et des groupes vulnérables à la gouvernance locale et aux processus décisionnels.

Dans plus de 80 communautés au Cameroun, au Kenya, au Mali, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Zimbabwe, la sensibilisation des membres de ces communautés à leurs droits fonciers et aux stratégies pour les sécuriser s'est renforcée.

En Papouasie (Indonésie), plus de 30 animateurs

2



### Responsabilisation publique et accords équitables

En Inde, 25 techniciens juridiques veulent que justice soit faite sur le plan environnemental pour les communautés touchées en résolvant 93 cas de violation liés à des projets nocifs pour l'environnement.

Au Pakistan, un nouveau mécanisme impliquant 10 000 personnes déplacées à Karachi a suscité la participation de la communauté pour faciliter l'accès aux fonctionnaires et aux représentants politiques.

Au Cameroun et en Sierra Leone, un soutien direct est offert à plus de 50 collectivités pour négocier et appliquer des accords fonciers équitables, protégeant plus de 75 000 ha de terres et plus de 100 000 membres de la collectivité.

En Sierra Leone, les efforts déployés visent à aider à la conception d'un nouveau fonds dans le cadre de la politique foncière du pays pour fournir des services juridiques aux collectivités qui négocient avec les investisseurs.

3



### Participation et sécurité foncière des femmes

Dans plus de 80 collectivités du Cameroun, du Mali, du Nigeria et du Sénégal, la participation accrue des femmes et des groupes vulnérables permet d'exercer une plus grande influence sur les processus décisionnels et la gouvernance à l'échelle locale.

Au Sénégal, 60 femmes issues de trois collectivités sont mieux à même de contribuer ou de participer aux processus locaux de prise de décision pour officialiser les droits fonciers.

En Papouasie (Indonésie), 80 femmes autochtones ont vu leurs capacités renforcées grâce aux projets de recherche-action participative en vue de devenir partisanes du changement.

4



### Réforme politique au niveau national

Au Nigeria, au Cameroun et en Sierra Leone, les projets contribuent à l'élaboration de réformes des politiques foncières tenant compte des besoins des collectivités et des femmes.

Au Mali et au Kenya, les projets visent à renforcer les actions menées en faveur de la mise en oeuvre de nouvelles lois reconnaissant les droits fonciers communautaires.

En Sierra Leone, l'objectif est de travailler avec l'Agence de protection de l'environnement du pays pour élaborer et appliquer des mesures de protection entourant l'utilisation des terres et l'aménagement du territoire.

En Indonésie, en Inde et au Cambodge, les données probantes recueillies auprès des collectivités éclairent les décisions politiques en faveur d'une indemnisation juste dans six cas de conflits entourant l'acquisition de terres, grâce à la participation des décideurs des communautés.



# NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT

Gouvernance et droits fonciers équitables, justes et transparents  
pour les communautés, les femmes et les groupes vulnérables

Contribution aux objectifs de développement durable (ODD)



RÉSULTATS DE  
DÉVELOPPEMENT



Les femmes réussissent à mieux protéger leurs droits fonciers



Sécurité de la tenure renforcée et valorisation de la parole des communautés, des femmes et des groupes vulnérables



Des politiques et des lois foncières (nationales et mondiales) plus justes et plus équitables



Meilleure cohésion sociale pour les communautés

RÉSULTATS  
INTERMÉDIAIRES



Les communautés négocient des transactions plus équitables avec les investisseurs



Les communautés élaborent des règles légitimes et équitables de gestion des terres et de résolution des différends



Les femmes et les groupes vulnérables sont mieux à même de faire valoir leurs droits sur leurs terres et leur parole est plus écoutée



Les collectivités participent aux processus de prise de décisions liées aux terres et les remettent en question



Les processus de réforme agraire et de réforme des politiques foncières nationales tiennent compte des solutions visant à relever les défis liés aux terres communautaires



Un engagement stratégique est pris avec les organes mondiaux et régionaux, pour que les politiques correspondent mieux aux défis liés aux terres communautaires

RÉSULTATS  
IMMÉDIATS

Recherche-action menée localement

Mise à l'essai d'outils

Participation de la communauté et collaboration entre les projets

Collaboration entre projets

Recommandation pour le changement

RÉSULTATS ET  
APPROCHES

Données probantes sur les stratégies capables d'établir des liens entre les communautés et les décideurs

EFFORTS AU NIVEAU  
COMMUNAUTAIRE

EFFORTS AU NIVEAU  
NATIONAL / POLITIQUE

S'inscrivant dans l'action du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreux intervenants, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux de pays en développement afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Le programme Gouvernance et justice du CRDI favorise des mécanismes de gouvernance et de justice plus solides et plus inclusifs qui contribuent au développement d'espaces plus sûrs, sans conflit violent ni insécurité, et propices à l'instauration de conditions dans lesquelles les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles, peuvent accroître leur autonomie afin de prévenir et de surmonter la violence fondée sur le sexe.

#### **Gouvernance et Justice**

Centre de recherches pour le  
développement international  
PO Box 8500, Ottawa, ON  
Canada K1G 3H9  
Téléphone: +1 613-236-6163  
Fax: +1 613-238-7230  
Email: [gj@crdi.ca](mailto:gj@crdi.ca) | [www.crdi.ca/gj](http://www.crdi.ca/gj)